



PRÉFET DE LA MARNE

Direction départementale des territoires de la Marne

Service Environnement-Eau- Préservation des Ressources

Cellule Procédures Environnementales

AP n°2019-MD-98-IC

**ARRÊTÉ PREFECTORAL DE MISE EN DEMEURE
pris à l'encontre de la Société Transports CAILLOT
de régulariser sa situation concernant l'exploitation des activités
de son établissement dit « Valclair 3 »
situé sur le territoire de la commune de REIMS**

Le Préfet de la Marne,

- Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L.170-1 et suivants ;
- Vu** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Vu** le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2004.A.166.IC de la société Danzas SA du 18 août 2004 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2005.A.135.IC de la société Danzas SA du 26 septembre 2005 ;
- Vu** le récépissé DA n° 2013.99 de changement d'exploitant de DHL Express à la SAS Mory Ducros du 25 septembre 2013 ;
- Vu** le récépissé DA n° 2017.48 de changement d'exploitant de la SAS Mory Ducros à la société Transports Caillot du 10 avril 2017 ;
- Vu** les constats relevés lors de la visite d'inspection du 3 mai 2019 sur le site ;

CONSIDERANT que lors de la visite d'inspection du 3 mai 2019 de nombreux écarts ont été constatés concernant la sécurité du site ;

CONSIDERANT que ces écarts sont de nature à porter préjudice aux intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement ;

Sur proposition de M. le Directeur Départemental des Territoires de la Marne,

ARRÊTE :

Article 1 : La société Transports Caillot dont le siège social est situé Zone industrielle du Buisson Sarrazin Bétheny, 51450 Bétheny, est mise en demeure, pour son établissement dit « Valclair 3 » situé au 3, rue Maurice Hollande à Reims (51), de se conformer aux dispositions des articles 40.4, 41.9, 42.2 et 42.13 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 août 2004 et aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 septembre 2005, sous un délai d'un mois.

.../...

Article 2 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de la Marne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le sous-préfet de Reims, le directeur départemental des territoires de la Marne ainsi que l'inspection des installations classées sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à la délégation territoriale de l'agence régionale de santé, à la direction départementale des services d'incendie et de secours, à la direction de l'agence de l'eau, ainsi qu'au maire de ~~Reims~~ qui en donnera communication à son conseil municipal.

Une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la direction départementale des territoires.

Notification en sera faite sous pli recommandé à la société Transports CAILLOT, ZI du Buisson Sarrazin – BP 3 - 51450 Bétheny.

Châlons-en-Champagne, le **16 JUL. 2019**

Pour le Préfet, et par délégation,
Le sous-Préfet de Reims,
Secrétaire Général par suppléance



Jacques LUCBERILH

Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne – 25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex, par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ; soit par courrier, soit par le biais du site téléprocédures www.telerecours.fr